

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 122/05

ASA 17/016/2005 – ÉFAI

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées
ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ CRAINTES DE TORTURE ET DE MAUVAIS TRAITEMENTS

CHINE

Ruzi Mamat (h), 25 ans

Aysham Kerim (f), 34 ans

Karima (f)

Shu Shao Chan

Londres, le 13 mai 2005

Ruzi Mamat et Aysham Kerim, qui appartiennent tous deux à l'ethnie ouïghoure, ont été arrêtés le 11 mai, selon des sources fiables, dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, située dans le Nord-Ouest de la Chine. On ignore les raisons de leur arrestation, mais il s'agit d'anciens employés de Rebiya Kadeer, une prisonnière d'opinion libérée récemment. Karima et Shu Shao Chan, qui travaillent pour la Banque de Chine et ont contribué à l'attribution d'un prêt à la famille de Rebiya Kadeer, auraient également été placés en détention. Amnesty International craint que toutes ces personnes ne soient victimes de mauvais traitements, voire torturées.

Aysham Kerim, mère d'un bébé de sept mois, a été appréhendée dans les locaux de la société commerciale Akida, dont elle est la directrice, et traînée par les cheveux de son bureau à une voiture de police. Une heure plus tard, des policiers sont revenus dans les locaux de la société et ont arrêté Ruzi Mamat, le secrétaire d'Akida. Selon les informations recueillies, ils ont tous deux été conduits à la cinquième section du bureau de la Sécurité publique à Ürümqi, la capitale du Xinjiang. Amnesty International n'a reçu aucune précision concernant les circonstances de l'arrestation de Karima et de Shu Shao Chan.

Rebiya Kadeer, importante femme d'affaires ouïghoure, a été interpellée en août 1999 à Ürümqi alors qu'elle s'apprêtait à rencontrer une délégation du service de recherche du Congrès des États-Unis en visite en Chine. À l'issue d'un procès tenu secrètement en mars 2000, elle a été condamnée à une peine de huit ans d'emprisonnement pour avoir « *fourni des informations secrètes à des étrangers* ». Le 17 mars 2005, elle a été placée en liberté conditionnelle pour raisons médicales et s'est immédiatement rendue aux États-Unis, où vivent son mari et cinq de ses 11 enfants. Depuis sa libération, elle s'emploie à raconter ce qu'elle a vécu en prison et s'est engagée à continuer de défendre les droits humains du peuple ouïghour.

Trois jours avant sa libération, huit ou neuf gardiens auraient ordonné à Rebiya Kadeer de ne pas entrer en relation avec d'autres Ouïghours à l'étranger ni de révéler d'informations délicates sur le Xinjiang. Ils lui auraient déclaré : « *Si tu fais cela, tout sera fini pour ton travail et pour tes enfants* ». Cinq des enfants de Rebiya Kadeer vivent dans la région du Xinjiang ; l'un d'eux serait entré dans la clandestinité.

Au moment où Rebiya Kadeer a été appréhendée, en août 1999, l'un de ses fils et l'un de ses secrétaires ont été également arrêtés et respectivement astreints à deux et trois années de « *rééducation par le travail* », sans avoir été jugés ni même inculpés. Ils auraient tous deux subi des mauvais traitements au cours de leur détention.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis les années 1990, Amnesty International reçoit des informations faisant état de graves violations des droits humains perpétrées de manière systématique contre la population ouïghoure, essentiellement musulmane, dans la région du Xinjiang. Les mesures de répression prises contre les « *trois forces du mal* » que sont, pour les autorités, « *les séparatistes, les terroristes et les extrémistes religieux* » se sont intensifiées à la suite des attentats du 11 septembre 2001 contre les États-Unis, le gouvernement chinois tirant prétexte de la « *guerre internationale contre le terrorisme* » pour justifier la politique répressive qu'il mène dans cette région.

Ce tour de vis s'est traduit au Xinjiang par la fermeture de mosquées non reconnues par l'État, par l'arrestation d'imams, par des restrictions à l'emploi de la langue ouïghoure et par l'interdiction de certains ouvrages et revues ouïghours. De telles mesures empêchent les Ouïghours d'exprimer de manière indépendante leur identité ethnique, culturelle ou religieuse.

Depuis de nombreuses années, les autorités arrêtent des Ouïghours parce qu'ils ont émis des critiques ou ont exprimé leur opposition ou leur mécontentement vis-à-vis de la politique du gouvernement chinois. Ils sont souvent accusés de mener des « *activités séparatistes, terroristes ou religieuses illégales* », et sont victimes de graves violations de leurs droits humains, notamment d'arrestations arbitraires pour raisons d'opinion ou d'actes de torture. Certains ont même été condamnés à la peine capitale. Cela montre clairement que la répression menée par les autorités chinoises dans la région du Xinjiang dépasse largement leur objectif officiel, qui serait de lutter contre la violence et le « *terrorisme* ». Amnesty International pense que nombre de ces prisonniers sont maintenus en détention sans avoir été jugés ni même inculpés.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais, en chinois ou dans votre propre langue) :

– dites-vous préoccupé à l'idée que Ruzi Mamat, Aysham Kerim, Karima et Shu Shao Chan aient été arrêtés arbitrairement, en raison de leurs liens avec Rebiya Kadeer ;

– exhorte les autorités à libérer Ruzi Mamat, Aysham Kerim, Karima et Shu Shao Chan immédiatement et sans condition, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction dûment reconnue par la loi ;

– exprimez votre préoccupation quant à la manière dont Aysham Kerim aurait été arrêtée, qui s'apparente à un traitement cruel, inhumain ou dégradant ;

– efforcez-vous d'obtenir la garantie que Ruzi Mamat, Aysham Kerim, Karima et Shu Shao Chan seront traités avec humanité et, notamment, qu'ils ne seront pas torturés ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements pendant toute la durée de leur détention ;

– faites part de votre inquiétude concernant les nombreuses violations des droits humains perpétrées dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang.

APPELS À :

Premier ministre de la République populaire de Chine :

WEN Jiabao Guojia Zongli

The State Council

9 Xihuangcheng Genbeijie

Beijingshi 100032

République populaire de Chine

Fax : +86 10 6596 1109

+86 10 6596 2660 (via le ministère des Affaires étrangères)

Courriers électroniques : webmaster@mfa.gov.cn (via le ministère des Affaires étrangères)

Formule d'appel : *Your Excellency*, / Monsieur le Ministre,

Président du gouvernement populaire de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

Ismail TILIWALDI Zhuxi

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Renmin Zhengfu

2 Zhongshanlu

Wulumuqishi 830041

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu

République populaire de Chine

Courriers électroniques : master@xinjiang.gov.cn

Formule d'appel : *Dear Chairman*, / Monsieur le Président,

COPIES À :

Secrétaire du Comité régional du Parti communiste de la région autonome ouïghoure du Xinjiang :

WANG Lequan Shuji

Zhonggong Xinjiang Weiwuer Zizhiqu Weiyuanhui

Wulumuqishi

Xinjiang Weiwuer Zizhiqu

République populaire de Chine

Formule d'appel : *Dear Secretary*, / Monsieur le Secrétaire,

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la Chine dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 23 JUIN 2005, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.